

KARL MARX PANGERMANISTE

et

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE 1864 À 1870.

Librairie Armand COLIN
103 Bd S. Michel, PARIS.

1915

James GUILLAUME

Chapitre premier:

PRÉLIMINAIRES (1862-1864) - MEETING DU 28 SEPTEMBRE 1864 - STATUTS.

L'*Exposition universelle* de Londres, en 1862, fut l'occasion d'un échange d'idées et de projets entre les ouvriers français et les ouvriers anglais. Une délégation ouvrière, composée de deux cents ouvriers élus par leurs collègues des ateliers de Paris, avait été envoyée à Londres, aux frais du gouvernement, pour étudier l'Exposition et rédiger des rapports techniques. Dans une grande fête offerte, le 5 août 1862, par des représentants des trades-unionistes anglais aux envoyés des travailleurs de France, les Anglais lurent une adresse exprimant le vœu d'un rapprochement entre les ouvriers des différentes nations. «*Espérons - disait l'adresse - que nous trouverons quelque moyen international de communication, et que chaque jour verra se former un nouvel anneau de la chaîne d'amitié qui doit unir les travailleurs de tous les pays*». Les ouvriers français présents répondirent à ce vœu en proposant «*que des comités ouvriers fussent établis pour l'échange de correspondances sur les questions internationales d'industrie*»: cette idée fut acclamée par toute l'assemblée.

L'année suivante (1863), l'insurrection polonaise éveille les plus vives sympathies dans la classe ouvrière, tant en Angleterre qu'en France. Les ouvriers de Londres organisent un grand meeting en faveur de la Pologne, pour le 22 juillet, et invitent les Parisiens à y envoyer des délégués: six ouvriers de Paris se rendent à cette réunion, où une adresse enthousiaste est votée. Dans un second meeting, le trade-unioniste Odger, après avoir parlé de la paix universelle, demande que les ouvriers organisent des congrès internationaux pour s'entendre sur les moyens de mener la lutte contre le capitalisme, et d'empêcher l'introduction, d'un pays à l'autre, d'une main-d'œuvre non organisée qui fait baisser les salaires. L'idée lancée l'année précédente se précisait. Encore un an, elle allait prendre corps.

L'année 1864 voit le mouvement grandir au sein des classes ouvrières des deux pays. Tandis qu'en Allemagne la propagande socialiste nationale, commencée par Ferdinand Lassalle en 1862, est brusquement interrompue par la mort tragique de ce militant, tué en duel pour une cause futile (août 1864), la France et l'Angleterre vont constituer une organisation internationale prolétarienne. En Angleterre (avril), une réception enthousiaste est faite à Garibaldi par les trades-unionistes, qui manifestent également leurs sympathies pour les fédéraux de l'Amérique du Nord, en guerre contre les esclavagistes du Sud. En France (mai), sur

l'initiative de l'empereur lui-même, inquiet de l'attitude des travailleurs, le *Corps législatif* supprime du *Code civil* la prohibition absolue des «*coalitions*». En septembre, par une adresse envoyée aux ouvriers parisiens, les ouvriers de Londres les convoquaient à un nouveau grand meeting en faveur de la Pologne, vaincue et martyrisée, pour le 28 septembre, à Saint Martin's Hall. En suite de cette invitation, trois délégués - Tolain, ciseleur, Perrachon, monteur en bronze, et A. Limousin, passementier - allèrent porter aux travailleurs anglais une adresse, en réponse à la leur, et un projet, celui d'une association internationale. Le meeting fut présidé par le jeune professeur Edward Spencer Beesly, philosophe positiviste et ardent radical, qui parla des peuples opprimés, dénonça les violences des gouvernements, et exprima l'espoir que l'union projetée entre les travailleurs de tous les pays sortirait réalisée de cette assemblée. Odger donna lecture de l'adresse envoyée aux ouvriers de Paris. Tolain lut la réponse des ouvriers parisiens, qui disait:

«Travailleurs de tous pays qui voulez être libres, à votre tour d'avoir des congrès! C'est le peuple qui revient sur la scène, ayant conscience de sa force, et se dressant en face de la tyrannie dans l'ordre politique, en face du monopole, du privilège, dans l'ordre économique... Il faut nous unir, travailleurs de tous les pays, pour opposer une barrière infranchissable à un système funeste qui diviserait l'humanité en deux classes».

Le Lubez, un jeune professeur de français, élevé à Jersey et à Londres, traduisit l'adresse de Tolain, puis expliqua le plan d'organisation apporté par les Français, plan qui fut chaleureusement applaudi. Ce fut le trade-unioniste Wheeler qui présenta la résolution soumise au meeting par le comité d'initiative; il dit, en termes d'une humoristique cordialité, *«que les Français avaient toujours l'avantage sur les Anglais; que ces derniers avaient envoyé leur adresse à Paris par la poste, tandis que les Français apportaient eux-mêmes la leur à Londres, avec un plan d'organisation, prouvant ainsi une fois de plus que le progrès vient toujours de France, même quand les Français sont le plus opprimés».* La résolution était ainsi conçue:

«Le meeting ayant entendu les réponses de nos frères français, nous proclamons encore leur bienvenue, et, comme leur programme est de nature à améliorer la situation des travailleurs, nous l'acceptons comme base d'une organisation internationale. Le meeting nomme un Comité, avec pouvoir de s'adjoindre d'autres membres, afin de rédiger des règlements pour cette association».

La résolution fut adoptée à l'unanimité, et le Comité, qui devait avoir son siège à Londres, fut nommé séance tenante. Il fut composé en majorité d'Anglais, parmi lesquels les trades-unionistes Odger, Cremer, Wheeler, Lucraft, et l'oweniste (1) Weston; Le Lubez et deux ou trois autres Français établis en Angleterre y représentaient la France, Fontana et le major polonais Wolff (mazziniens) l'Italie, l'ouvrier tailleur Eccarius et le Dr. Karl Marx l'Allemagne. Ce Comité reçut le mandat d'élaborer un projet de statuts, et de convoquer un Congrès ouvrier en 1865.

Ainsi fut fondée l'*Association Internationale des Travailleurs*, que les Anglais appelèrent *International Workingmen's Association*. C'était, selon le mot de l'instituteur socialiste Bibal, un des signataires du *Manifeste des Soixante* (2) en février 1864, *«un enfant né dans les ateliers de Paris et mis en nourrice à Londres».*

Karl Marx a raconté, dans une lettre du 4 novembre 1864 à son ami Frédéric Engels, - qui habitait alors Manchester, et qui venait de rentrer en Angleterre après deux mois d'absence, - comment il avait été amené à assister au meeting de Saint Martin's Hall. Il écrit (nous traduisons de l'allemand):

«Il y a quelque temps, des ouvriers de Londres avaient envoyé à des ouvriers de Paris une adresse relative à la Pologne, et les avaient invités à une action commune dans cette affaire. Les Parisiens, de leur côté, envoyèrent une délégation à la tête de laquelle était Tolain, le candidat ouvrier lors de la récente élection à Paris, un homme très bien. (Ses camarades aussi étaient des garçons tout à fait bien). Un meeting public fut convoqué pour le 28 septembre, à Saint Martin's Hall, par Odger (cordonnier, président du London Trades Unions Council, et aussi de la Trades Unions Suffrage Agitation Society, qui est en relation avec John Bright) et Cremer (maçon, secrétaire de la Masons' Union). Ce sont ces deux hommes qui avaient organisé, sous la direction de Bright (3), le grand meeting des Trades Unions, à Saint James' Hall, en faveur de l'Amérique du Nord, ainsi que la manifestation en l'honneur de Garibaldi. Un certain Le Lubez me fut dépêché pour me

(1) Disciple du communiste anglais Robert Owen.

(2) Manifeste électoral par lequel un certain nombre d'ouvriers parisiens avaient posé la candidature ouvrière de Tolain au *Corps législatif*. Varlin, quoi qu'on en ait dit, n'avait pas signé ce manifeste.

(3) John Bright était le chef du parti radical anglais.

demander si je voulais prendre part à la chose, pour les ouvriers allemands, et spécialement si je pourrais fournir un ouvrier allemand comme orateur au meeting, etc... J'ai fourni Eccarius, qui a été excellent dans son rôle, et j'ai assisté moi-même à la réunion comme personnage muet, sur l'estrade. Je savais que, tant du côté londonien que du côté parisien, c'étaient cette fois des «puissances» réelles qui entraient en scène; c'est pour cela que je m'étais décidé à me départir de ma règle habituelle de refuser les invitations de ce genre».

Dans sa première séance, le Comité élu le 28 septembre nomma une commission (*sub-committee*) chargée de rédiger une *Déclaration de principes* et des statuts provisoires. Marx avait été désigné comme l'un des membres de la commission; les autres commissaires étaient (d'après la lettre de Marx du 4 novembre): le Juif polonais italianisé Wolff, le Français Le Lubez, les Anglais Cremer et Weston. Le mauvais état de sa santé empêcha Marx d'assister aux deux premières réunions de la commission, ainsi qu'à la seconde séance du Comité. A la première réunion des commissaires, Wolff leur avait remis les statuts des sociétés ouvrières italiennes (mazziniennes), en proposant qu'ils servissent de base à ceux de la nouvelle association; l'oweniste Weston avait présenté un programme diffus et confus. Le Comité, dans sa seconde séance plénière, chargea la commission de remanier le programme de Weston, ainsi que les statuts de Wolff (celui-ci, obligé de partir pour le *Congrès des ouvriers italiens* à Naples, fut remplacé comme commissaire par Fontana). A la seconde réunion de la commission, Le Lubez présenta une *Déclaration de principes*, et un remaniement des statuts de Wolff: ces deux projets furent adoptés par les commissaires, en l'absence de Marx, pour être soumis au Comité, dont la troisième séance plénière devait avoir lieu le 18 octobre.

La lettre de Marx, à laquelle nous avons emprunté ces indications, continue ainsi:

«Eccarius m'ayant écrit qu'il y avait péril en la demeure, je vins [le 18 octobre], et je fus vraiment effrayé en entendant le brave Le Lubez lire un Préambule d'une phraséologie à faire peur, mal écrit, et tout à fait enfantin; ...en outre, les statuts italiens avaient été conservés dans leurs traits essentiels; et ces statuts, indépendamment de leurs autres défauts, instituaient quelque chose de tout à fait inadmissible, une sorte de gouvernement central (avec Mazzini dans la coulisse, naturellement) des classes ouvrières d'Europe. Je fis quelques observations, sans rien brusquer; et, après qu'on eut longuement discuté, Eccarius fit décider que la commission aurait à examiner de nouveau la chose «pour rédaction»; toutefois les sentiments contenus dans la Déclaration de Le Lubez furent votés».

Comment faire pour écarter les projets de Wolff et de Le Lubez? *«J'étais fermement décidé, écrit le futur auteur du Kapital, à ne pas laisser subsister une seule ligne, si possible, de tout leur fatras».* Pour arriver à ses fins, Marx, ayant réuni chez lui, le 20 octobre, Grenier, Fontana et Le Lubez, proposa, *«pour gagner du temps»*, - ou plutôt pour en faire perdre, - qu'on commençât par discuter les statuts:

«Ainsi fut fait. Il était une heure du matin lorsque le premier des quarante articles fut adopté. Cremer dit (et c'est à quoi j'avais voulu aboutir): «Le Comité doit tenir séance le 20 octobre, et nous n'avons rien à lui présenter. Il faut ajourner la séance du Comité au 1^{er} novembre, réunir de nouveau la commission le 27 octobre, et tâcher d'arriver ce jour-là à un résultat définitif». Cela fut adopté, et les papiers furent laissés entre mes mains pour examen.

Je vis qu'il était impossible de tirer quelque chose de ce galimatias. Pour justifier la très singulière manière dont je me proposais de «rédiger» les sentiments déjà votés, j'écrivis une «Adresse aux classes ouvrières» (il n'en avait pas été question dans le plan primitif), une sorte de revue des faits et gestes des classes ouvrières depuis 1845 (4); puis, sous prétexte que tous les faits historiques étaient contenus dans cette Adresse, et que nous ne pouvions pas répéter trois fois les mêmes choses, je changeai tout le Préambule, je déchirai la Déclaration de principes, et enfin je réduisis à dix les quarante articles des statuts... Mes propositions furent toutes acceptées parla commission; on m'imposa seulement l'introduction, dans le Préambule des statuts, de deux phrases sur les devoirs et les droits, et sur la vérité, la morale et la justice; mais je les ai placées de telle façon que cela ne pourra pas faire de mal» (5).

(4) C'est le document qui a été appelé *Inaugural Address*, et que Ch. Longuet a traduit et publié en français en 1866 sous le titre de *Manifeste de l'Association Internationale des Travailleurs*.

(5) Ces deux phrases que Marx n'a acceptées que parce qu'elles lui ont été *«imposées»*, mais qui *«ne pourront pas faire de mal»*, grâce à la place où il les a reléguées, se trouvent à la suite des *«considérants»*. Les voici: *«Par ces raisons: les soussignés... ont pris les mesures nécessaires pour fonder l'Association Internationale des Travailleurs. Ils déclarent que cette Association Internationale, ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes: la Vérité, la Justice, la Morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité».*

Dans la séance du Comité (1^{er} novembre), mon Adresse et tout le reste ont été adoptés avec un grand enthousiasme et à l'unanimité... C'était chose très difficile que d'arriver à présenter notre point de vue sous une forme qui le rendit acceptable dans la phase où se trouve actuellement le mouvement ouvrier. Représente-toi bien que ces mêmes gens vont aller faire, dans quinze jours, des meetings pour le suffrage universel avec Bright et Cobden! Il faudra du temps jusqu'à ce que le réveil du mouvement permette l'ancienne franchise du langage. Pour le moment, il faut agir fortiter in re, suaviter in modo» (6).

On doit, se féliciter que l'*Internationale* ait trouvé à son berceau un homme de la haute capacité de Marx pour formuler en son nom «une série de principes simples», pouvant servir de «base commune» sur laquelle «tous les ouvriers sont et doivent être d'accord» (*Bakounine, Politique de l'Internationale*). On pourra regretter seulement que le récit fait par l'auteur même des statuts et de leur admirable *Préambule* soit gâté par le détail des finasseries auxquelles il a eu recours pour escamoter le «fatras» de Le Lubez et du major Wolff.

Dans la même lettre du 4 novembre à laquelle nous venons d'emprunter ces extraits si instructifs, Marx raconte encore à Engels comment, la veille (3 novembre), il était allé faire une visite à Bakounine qu'il connaissait depuis 1843, mais qu'il n'avait pas revu depuis 1848. Bakounine se trouvait de passage à Londres, revenant de Suède et retournant en Italie où il s'était fixé après l'échec de l'insurrection polonaise; Marx lui avait demandé par lettre une entrevue, afin de renouveler connaissance. Voici le passage relatif à cette rencontre:

«Bakounine te fait saluer. Il est parti aujourd'hui pour l'Italie, où il habite (à Florence). Je l'ai revu hier pour la première fois après seize ans. Je dois dire qu'il m'a beaucoup plu, je l'ai trouvé mieux qu'autrefois. Il dit, au sujet du mouvement polonais, que le gouvernement russe avait besoin de ce mouvement pour faire tenir la Russie tranquille, mais n'avait pas cru que la lutte pût durer dix-huit mois. Il a donc provoqué l'insurrection polonaise. Deux causes ont fait échouer cette insurrection, l'influence de Bonaparte, et secondement l'hésitation de l'aristocratie polonaise, qui n'a pas voulu proclamer dès le début, ouvertement et franchement, le Socialisme paysan. Bakounine dit qu'après l'échec de l'affaire polonaise, il ne veut plus s'occuper que du mouvement socialiste. En somme, c'est un des rares hommes que je retrouve, après seize ans, ayant marché en avant et non pas en arrière».

Lorsque Bakounine fut rentré en Italie, Marx lui fit parvenir des exemplaires des statuts de l'*Internationale*. Mais quoique le révolutionnaire russe eût paru disposé, d'abord, à faire de la propagande parmi les Italiens en faveur de la nouvelle association, il préféra se consacrer à une besogne qui lui parut plus pressante, et plus appropriée au terrain sur lequel devait s'exercer son action: la constitution d'une organisation secrète destinée à combattre les partisans de Mazzini, ainsi qu'à préparer une entente internationale des révolutionnaires socialistes. Nous retrouverons Bakounine en 1867.

«Ils considèrent comme un devoir de réclamer non seulement pour eux-mêmes les droits d'homme et de citoyen, mais encore pour quiconque accomplit ses devoirs. Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs».

Marx désavoue ces belles paroles: elles ne sont pas de lui. Qu'il lui en soit donné acte, et rendons à Le Lubez ce qui lui appartient.

(6) «Être ferme sur le fond, coulant dans la forme» — Bakounine, à propos de ce qu'il appelle quelque part (t.IV des *Œuvres*, p.401, *Fragment* écrit en nov.-déc. 1872): «les magnifiques considérants qui se trouvent en tête de nos statuts généraux», a émis ce jugement, qui concorde tout à fait avec ce que dit ici Marx lui-même: «Ce programme si simple, si juste, et qui exprime d'une manière si peu prétentieuse et si peu offensive les réclamations les plus légitimes et les plus humaines du prolétariat, contient en lui tous les germes d'une immense révolution sociale» (t. VI des *Œuvres*, p. 93, *Protestation de l'Alliance*, juillet 1871).